

Service Risques, Énergie et Climat  
Pointe de Jaham  
BP 7212 – cedex  
97274 Schoelcher

Schoelcher, le 19/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EDF SEI - Bf**

Fond Laillet  
97222 Bellefontaine

Références : RI/ENV 24-294  
Code AIOT : 0022200031

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 novembre 2024 dans l'établissement EDF SEI - Bf implanté Fond Laillet - 97222 Bellefontaine. L'inspection a été annoncée le 4 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF SEI - Bf
- Fond Laillet 97222 Bellefontaine
- Code AIOT : 0022200031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La centrale thermique de Bellefontaine – dite Bellefontaine B, d'une puissance totale de 211 MWe à partir de 12 moteurs diesel, a été construite à côté de celle qui fournissait de l'électricité depuis 1984. Depuis novembre 2013, elle a progressivement pris le relais de la précédente installation arrêtée définitivement en mai 2014. Cette centrale couvre 55% des besoins locaux en électricité

Le site est classé Seveso seuil haut du fait de la quantité de fioul stockée.

Cette visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Compte tenu des évolutions réglementaires post Lubrizol,

l'enjeu de la visite est de statuer sur l'applicabilité, et s'il y a lieu la conformité, des arrêtés ministériels des 03/10/10 et 24/09/20 en lien avec les liquides inflammables notamment au regard de l'action nationale relative aux rétentions

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	3 mois
3	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a pu constater la mise en œuvre de la surveillance des dispositifs de rétention et de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie et, la conformité des dimensionnements de ces dispositifs en cas d'épandage accidentel par sondage. Toutefois, l'exploitant devra mettre en place un meilleur suivi de ces opérations de contrôle et des actions correctives associées, dans les délais définis dans les fiches de constats.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le parc à fuel principal est compartimenté en trois cuvettes de rétention, dont certaines</p>

<p>subdivisées en sous cuvettes. Les inspecteurs se sont plus particulièrement intéressés à la cuvette n°1.</p> <p>La cuvette n°1, d'une capacité totale de 25 500 m<sup>3</sup>, est conçue pour servir de rétention pour deux réservoirs de fioul (FO2). Lors de la visite, l'inspection a pu constater la mise en œuvre de la surveillance des dispositifs de rétention et de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie et, la conformité des dimensionnements de ces dispositifs en cas d'épandage accidentel par sondage. Toutefois, l'exploitant devra mettre en place un meilleur suivi de ces opérations de contrôle et des actions correctives associées, dans les délais définis dans les fiches de constats. t indique qu'il est important de noter que ces réservoirs ne sont jamais remplis simultanément. Le besoin pour cette cuvette est constitué du volume d'un réservoir plein (14650 m<sup>3</sup>) et du volume nécessaire pour les eaux d'extinction incendie qui est de 433,90 m<sup>3</sup>. L'arrêté préfectoral mentionne une capacité de 19 284 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant n'a pas formalisé le calcul de dimensionnement pour les autres cuvettes de rétention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant a effectué les calculs sur le dimensionnement des rétentions sur la cuvette n°1 correspondant au scénario de l'incendie du réservoir FO2, scénario majorant du site.</p> <p>L'exploitant formalise ces calculs pour l'ensemble des rétentions du site en prenant en compte l'encombrement des tuyauteries présentes dans ces dernières et tient ces éléments à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre des mesures préventives rigoureuses pour garantir la sécurité et la protection de l'environnement sur l'ensemble du site. Ce dispositif inclut la présence de neuf puisards d'eaux pluviales, judicieusement répartis dans toutes les rétentions du parc à fioul. Ces puisards sont exploités avec des vannes fermées, et un contrôle visuel est obligatoire avant de relâcher les eaux dans le bassin d'orage. Parmi ces puisards, un est spécifiquement dédié aux réservoirs de fioul pour les purges, tandis qu'un autre est destiné à la rétention des effluents de purge et au drainage des réservoirs hors fioul lourds.</p> <p>Les rétentions du parc à fioul sont construites avec du bitume, une ronde technique est régulièrement effectuée pour contrôler l'étanchéité des rétentions, vérifier la présence de limons et assurer la qualité de la rétention.</p> <p>Les inspections des rétentions des bacs sont confiées à un prestataire extérieur, le bureau ICE, qui réalise une inspection annuelle. Par exemple, pour la sous-cuvette 5, la fiche de contrôle B02-1019930 datée du 14 novembre 2023 a signalé une fissure sur le revêtement des murets de rétention, entraînant un appel à garantie en cours. La présence de fissures dans le sol, ainsi que la végétation et la rétention d'eau, ont été photographiées, mais aucune mesure n'a été prise pour observer l'évolution de l'état de dégradation.</p> <p>Concernant la cuvette 1, la même fiche de contrôle a noté une rétention d'eau, avec des constats</p>

<p>qui ne sont pas en adéquation avec les photos fournies dans le rapport. En effet, bien que l'absence de fissures ait été indiquée, les photos montrent la présence de fissures.</p> <p>L'exploitant indique que pour la gestion des eaux pluviales, en cas de détection de traces d'hydrocarbures, l'eau est pompée par E-compagnie, sinon elle est dirigée vers le bassin d'orage.</p> <p>Un audit complet de vieillissement de la centrale, qui a maintenant dix ans, a été réalisé dans une logique de prévention. Le bureau d'études CITES a effectué des mesures sur les rétentions et a dressé un diagnostic complet du génie civil de la centrale. Suite à ce diagnostic, l'exploitant doit prioriser les différentes actions à mener.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mieux tracer le suivi réalisé par le bureau d'études sur le contrôle de l'étanchéité des rétentions et notamment mettre en place les actions correctives associées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.-Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.</p> <p>B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle des tuyauteries du site est réalisé par un prestataire extérieur spécialisé. La dernière inspection a été effectuée en avril 2021 par le bureau ICE.</p> <p>Lors de l'inspection d'avril 2021, une anomalie a été signalée sur la ligne d'aspiration des réservoirs, identifiée sous la référence <b>BKI2131TY</b>. Le rapport mentionne un joint obsolète nécessitant un remplacement. Cette observation souligne l'importance d'un suivi régulier et d'un entretien préventif pour garantir la sécurité et la conformité des équipements.</p> <p>En cas de fuite détectée, une procédure d'avis de panne est immédiatement déclenchée. Cette procédure prévoit l'arrêt des équipements concernés et la mise en œuvre rapide d'un traitement approprié pour limiter les risques et rétablir l'intégrité des systèmes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie la périodicité des contrôles effectués sur les tuyauteries en se basant sur les réglementations en vigueur ainsi que sur les caractéristiques spécifiques des installations (nature des fluides, pression, fréquence d'utilisation, etc.). Ces contrôles réguliers doivent permettre de détecter d'éventuelles anomalies et de garantir la sécurité et la durabilité des équipements. Ces contrôles devront être formalisés.</p> <p>Concernant les actions correctives, l'exploitant précise leur délai de réalisation en fonction de la gravité de l'anomalie identifiée. Les critères pris en compte doivent inclure notamment le risque pour la sécurité, l'impact environnemental potentiel, et la criticité de l'équipement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis</p>
--

**Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie**

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;

- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;

- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis.

Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;

- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors d'un sinistre, les eaux d'extinction incendie sont collectées gravitairement dans le bassin d'orage. Une procédure décrit le mode opératoire pour l'isolation des eaux polluées présents dans le bassin.

Lors de la visite, le bassin contenait 143 m<sup>3</sup> d'eau, et la capacité du bassin diffère sur plusieurs supports :

- synoptique interne : 1750 m<sup>3</sup>
- plan d'opération interne (POI) : 1500 m<sup>3</sup>
- arrêté préfectoral : 1230 m<sup>3</sup>

Un examen approfondi est nécessaire pour déterminer le besoin réel et ajuster au besoin le dimensionnement du bassin. L'exploitant informe que pour le scénario majorant, tel qu'un incendie dans la galerie des câbles, le besoin est estimé à 510 m<sup>3</sup>, ce qui doit être pris en compte pour valider la capacité opérationnelle.

Le bassin, construit en béton avec de la résine sur ses parois, est entretenu de manière trimestrielle :

- vidange réalisée par l'exploitant, après analyses préalables pour caractériser les eaux.
- enlèvement des boues par E compagnie.
- contrôle visuel des parois réalisé lors du nettoyage, bien qu'aucun compte rendu écrit ne

soit systématiquement établi.

L'exploitant doit justifier de la capacité nécessaire à la collecte des eaux d'extinction incendie en tenant compte des eaux de ruissellement en cas d'intempéries afin de justifier le dimensionnement du bassin d'orage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : État des matières stockées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Etat des matières stockées

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité (FDS) pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**Constats :**

**Fioul lourd**

Le stock de fioul lourd est régulièrement suivi pour répondre aux besoins des installations. Actuellement, les quantités disponibles permettent de garantir une continuité d'approvisionnement dans le cadre des opérations courantes et des éventuelles situations d'urgence.

**FOD (Fioul domestique)**

Les réserves de FOD sont maintenues à un niveau conforme aux prévisions d'exploitation. Les contrôles périodiques assurent la qualité et la disponibilité du produit, en respect des normes en vigueur.

**Huiles**

Les stocks d'huiles sont également surveillés pour répondre aux besoins des équipements et aux exigences de maintenance.

Ces données sont intégrées dans le système de gestion de SNCC pour permettre une traçabilité et une optimisation des approvisionnements. Les FDS devront être tenus à jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite